



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article632>

"Tout commence par l'éducation"

- Actualité des luttes - Démantèlement du service public d'éducation -



Date de mise en ligne : vendredi 4 février 2011

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Un article à lire dans le bulletin n°6 de SUD Education Lorraine.

C'est ainsi que l'UMP a inauguré le 3 novembre dernier ses « Rendez-vous pour la France » où les ténors du parti entendent dessiner le programme de 2012 et lancer la campagne présidentielle. Mais si l'on en juge par les interventions, on ne peut s'empêcher de penser que c'est bien à l'UMP que s'arrête l'éducation.

Gérard Longuet estime que ce qui manque à l'École, ce ne sont pas des moyens mais des chefs qui puissent exfiltrer les mauvais profs. « Pour qu'il y ait établissement, il faut comprendre qu'il n'y aura d'autonomie que si le chef entre dans les classes et évalue les enseignants. Ce travail doit déboucher sur la cohésion ou la séparation ». Et Jean-François Copé de reprendre : « Il faut faire du chef d'établissement le pivot de l'organisation. Il doit être le patron et gérer les enseignants. Il faut qu'il puisse constituer son équipe ». Les mauvais profs sont prévenus.

Pour les mauvais élèves, Guy Geoffroy propose la suppression des aides financières. « Il faut supprimer l'automatisme des bourses » explique-t-il. « C'est le mérite qui doit être accompagné plutôt que la situation sociale de la famille ».

Après l'autorité et le mérite, le savoir au rabais. Le socle commun introduit par Fillon ne suffit pas. Xavier Bertrand veut encore recentrer davantage l'enseignement sur les fondamentaux. Pour cela, il faut « responsabiliser les recteurs et directeurs d'école sur les performances et les progrès en lecture de leur classes, en leur fixant des objectifs clairs ». Comment ? Par plus d'autonomie et plus de contrôle. Xavier Bertrand préconise notamment la création d'un « observatoire des pratiques pédagogiques » et la généralisation du « préfet des études ».

Ils n'inventent donc rien et proposent de poursuivre la politique à l'oeuvre : moins de moyens, mais plus d'autonomie et de contrôle, de concurrence et de tri social.